

SOCIÉTÉ LAPEYRE ET C^{ie}; concession de *Saint-Santin-Cantalès*); X, 368.

DÉCISION au contentieux du Conseil d'Etat, du 12 juin 1901, rejetant une requête à fin d'annulation d'un arrêté du conseil de préfecture du département de l'Aveyron, du 9 juin 1900. Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs : contentieux électoral (Election du s^r MIRABEL; circonscription du *Parc*, des mines de *Cransac*); X, 318.

— 10 juillet 1901, rejetant une requête à fin d'annulation d'un arrêté du conseil de préfecture du département du Var, du 18 mars 1897. Redevance proportionnelle sur les mines. Admission, pour le calcul de cette redevance, des dépenses et des plus-values afférentes à la préparation mécanique des minerais (*affaire SOCIÉTÉ DES MINES DES BORMETTES*; redevance de l'exercice 1896); X, 370.

— 12 juillet 1901, annulant un arrêté du conseil de préfecture du département de la Savoie, du 28 juillet 1900. Redevance pour fonds de garantie (article 23 de la loi du 9 avril 1898

sur les accidents du travail): Décharge accordée à tort à un concessionnaire de mines à raison de l'exploitation de la concession (*affaire BRUNIER*; mines de *Montchabert*); X, 371.

DÉCISION au contentieux du Conseil d'Etat, du 3 août 1901, modifiant un arrêté du conseil de préfecture du département du Pas-de-Calais du 25 mars 1899. Recherches de mines : indemnité due pour travaux de recherches antérieurs à la concession, exécutés par un explorateur évincé et consistant en un sondage ayant donné des renseignements utiles (*affaire SOCIÉTÉ DES MINES DE LA CLARENCE contre COMPAGNIE DES MINES DE FERFAY*); X, 373.

— 6 novembre 1901, annulant partiellement un arrêté du conseil de préfecture du département du Pas-de-Calais, du 27 décembre 1899. Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs : Eligibilité d'un candidat domicilié dans une commune sur laquelle s'étend l'ensemble des circonscriptions délimitées par le même arrêté préfectoral (Election des s^{rs} LEMAL ET BEUGNET; circonscription de la fosse n^o 5 des mines de *Bully-Grenay*); X, 377.

QUATORZIÈME SECTION

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Avis du Conseil d'Etat, du 5 août 1896, sur les mesures qui peuvent être prises pour la conservation d'une source d'eau minérale,

ayant fait l'objet d'une concession, comme source d'eau salée, conformément à la loi du 17 juin 1840; V, 566.

NOTE du Conseil d'Etat, du 26 juillet 1892, ordonnant une nouvelle analyse des eaux minérales de la source de *Challes* (Savoie)

et une nouvelle instruction de la demande en déclaration d'intérêt public; IV, 543.

QUINZIÈME SECTION

DÉCISIONS DU TRIBUNAL DES CONFLITS

DÉCISION du tribunal des conflits, du 4 août 1900. Exploitation, par le concessionnaire d'une mine de fer, des minerais de fer superficiels sis à l'intérieur de la concession. Question préjudicielle à trancher: minerais faisant partie de la mine concédée ou de la minière réservée au propriétaire de la surface. Compétence de l'autorité administrative (*affaire GUINEBERTIÈRE ET HARVIN contre COMPAGNIE DES MINERAIS DE FERMAGNÉTIQUE DE MOKTA-EL-HADID*; mines de *Bou-Hamra*); IX, 487.

DÉCISION du tribunal des conflits, du 4 août 1900. Exploitation par le concessionnaire d'une mine de fer, des minerais de fer superficiels sis à l'intérieur de la concession. (Même question que dans la précédente affaire; mêmes parties; mines des *Karézas*); IX, 494.

— 4 août 1900. *Idem* (Même question). (*affaire BEN-YACOUR contre la même société*); IX, 497.

SEIZIÈME SECTION

ARRÊTS DE LA COUR DE CASSATION

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, du 27 janvier 1885 (*chambre civile*). Tarissement de sources occasionné par l'exploitation souterraine d'une mine; responsabilité de l'exploitant (*affaire BALLY contre DE LÉPINERAYS*); IV, 21.

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, du 11 juillet 1892 (*chambre civile*). Exploitation d'une carrière sous des chemins vicinaux; prescription de l'action civile en réparation du dommage [*affaire Commune de SAINT-LÉGER-DES-VIGNES (Nièvre) contre BERTILLOT et consorts*]; II, 17.